



La Normandie au temps de l'épidémie

La Chronique de Normandie n°706 – Récit des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la région – Mois de sept. 2021

Faire ou ne pas faire ?

La décision appartient au Gouvernement. Je parle ici du Contournement Est de Rouen. Une décision difficile à prendre depuis que la Métropole a dit "non", alors que la Région et le Département ont proposé de se substituer à elle pour réaliser l'opération. "Allons-y", disent toujours Hervé Morin et Bertrand Bellanger.

- À Paris, on murmure que Christophe Djebbari est partant mais que Barbara Pompili freine des quatre fers. Jean Castex procédera à l'arbitrage : oui ou non ?

Deux fenêtres de tir sont possibles pour arrêter la décision :

- Tout de suite et maintenant, comprenez en octobre, avant la grande parenthèse des présidentielles.
- Ou après les législatives de 2022, à Dieu va, ce n'est pas pareil.

Répétons-le, Hervé Morin et Bertrand Bellanger veulent aller vite, même s'il faut gérer une "jacquerie zadiste". Nicolas Mayer-Rossignol et ses alliés Verts, eux, sont vent debout : "c'est un projet dépassé !"

Oui ou non ? La Normandie attend et l'État hésite.

Anne et Nicolas : ♥

Anne Hidalgo a donc choisi Rouen, la province à deux pas de Paris, pour annoncer sa candidature aux Présidentielles.

- Ce faisant, elle met en valeur Nicolas Mayer-Rossignol qui jouera un rôle important dans sa campagne. Posture nationale.

Résumons la situation : Hidalgo a NMR, Péresse a Morin, Mélenchon a Sébastien Jumel et Macron se demande ce qu'Édouard Philippe va faire.

Éditeur : Chroniques & Actions SAS

Siret : 488 406 752 00029.

La Chronique :

- N° CPPAP : 10081 88511.
- ISSN : 2117-9743
- Directeur : Bertrand Tierce.
- Abonnement : 260 € TTC/ an.
- Contact : bertrand.tierce@orange.fr
- Consultation possible sur la toile.

Bertrand Bellanger relance la machine.

Pour la première fois depuis les dernières élections, le G.6 s'est réuni de façon informelle, chez Christophe de Balorre, le 7 septembre. Les présidents de la Région et des Départements étaient contents de se retrouver, ce n'était pas évident puisque Bertrand Bellanger a été réélu, de justesse, avec une majorité relative en Seine-Maritime : "important est qu'il a réussi".

A Rouen, Bertrand Bellanger ne sera pas un président "relatif" mais à 100%, tourné vers le service aux citoyens : "priorité à l'action, priorité au terrain."

La Seine-Maritime en avant.

Cet été, il s'est entouré d'une nouvelle équipe pour faire le "job", fin de l'intérim post-Martin, voici quelques nouvelles têtes à connaître :

- Jean-Pierre Héranval, directeur de cabinet.
- Basile Rey, chef de cabinet.
- David Mercier, DGS, qui occupait les mêmes fonctions au CD.27.
- D'autres directeurs sont attendus.

Rappel : le CD.76 est un gros mammoth, 1,85 Md€ de budget, 5 000 agents. Comment libérer ses capacités ? Un beau défi à relever.

Quelles priorités ?

Deux dossiers "à long terme" sont déjà dans la tête de Bertrand Bellanger.

- L'achèvement du 1^{er} plan "Ambitions Collèges" (2017-2024) et la préparation du 2^e (2024-2030) : près de 700 M€ au total. Cap sur les jeunes.
- La mise en place d'un plan EHPAD pour faciliter la bonne marche des établissements au quotidien. Priorité au bien-être des anciens. À chiffrer.

Il pense qu'une large majorité de conseillers se retrouvera sur ces sujets là : "faciliter la vie des habitants est ce qui nous rassemble". Foin des étiquettes politiques, il fait le pari d'une approche résolument pratico-pratique.

Commentaire : il veut aussi renforcer l'aide aux petites communes, les oubliées des contractualisations Région/EPCI. Là, il explique que le Département est à l'écoute de ceux qui ne peuvent pas se faire entendre.

Rendez-vous à la fin du mois.

Le 30 septembre, il sera trop tôt pour parler de tout cela. Cette première session sera une mise en jambe : modifications budgétaires, retour à l'emploi des RSA, un ordre du jour classique et technique, pas stratégique.

Mais une question se pose toujours : le Département a-t-il les moyens de conduire une grande politique, avec une dette importante ?

- "Nous l'avons fortement réduite, nos efforts ont payé : moins d'un milliard aujourd'hui" (935 M€ exactement). Résultat, des marges de manœuvre réapparaissent, les agences de notations apprécient, et même si la dette coûte cher (130 M€/an), "on peut reprendre l'initiative..."

Commentaire : pour le Département, le président pense que le moment est venu de ré-exister de façon positive, il ne sera pas un président "relatif".